

cipe de réductions égales qui n'affecteraient en rien la sécurité des deux camps. M. Leonid Brejnev avait ainsi résumé, le 26 octobre 1973, les principes qui soutiennent la position soviétique: 1. les réductions doivent inclure les forces étrangères aussi bien que nationales; 2. l'aviation est visée au même titre que l'armée de terre; 3. les unités dotées d'armes nucléaires doivent être réduites; 4. les réductions ne doivent modifier l'équilibre des forces ni en Europe centrale ni ailleurs en Europe; 5. les réductions doivent s'effectuer par des coupures égales en pourcentage ou en nombre.

Les propositions soviétiques sur les MFR, présentées le 8 novembre 1973, traduisaient ces 5 principes en 4 points principaux. Premièrement, participeraient à une réduction en 3 étapes toutes les forces étrangères et nationales des onze pays ayant pris part aux négociations. Au cours de l'étape initiale qui prendrait fin en 1975, 20,000 hommes seraient retirés de chaque côté; durant la deuxième étape, prévue pour 1976, 5 p. cent des forces armées seraient retranchés et, au cours d'une troisième étape en 1977, celles-ci seraient de nouveau diminuées de 10 p. cent de leurs effectifs (Point 5 de M. Brejnev). Deuxièmement, les réductions de la première étape toucheraient les unités nucléaires, y compris celles de l'air, ainsi que les forces terrestres et aériennes (Points 2 et 3 de M. Brejnev). Troisièmement, les réductions se feraient au moyen d'échanges symétriques d'unités semblables, le retrait d'une unité particulière du Pacte (chars, infanterie, artillerie) devant être assorti du retrait d'une unité semblable de l'OTAN (Point 4 de M. Brejnev). Quatrièmement, les unités étrangères remporteraient tout leur matériel avec elles au moment du retrait et les unités nationales seraient dissoutes.

Les Soviétiques n'ont donné aucun chiffre quant aux effectifs en place qui seraient touchés par ces réductions, se contentant au cours des négociations ultérieures de réitérer que la première phase des réductions de forces devait inclure les onze pays participant directement aux pourparlers et que seules les forces navales étaient exclues. Le refus d'explicitier leur position ou d'en bouger d'un iota découlait peut-être de leur indifférence à l'égard des MFR, mais il est plus vraisemblable que les Russes aient décidé de recourir à une tactique employée au cours de négociations antérieures sur le contrôle des armements. Celle-ci consistait à déposer sans retard leurs propositions pour être sûrs que les négociations ultérieures portent sur les questions qui les intéressent surtout, et pour

faire valoir leur désir sincère de conclure un accord sur la base des principes qu'ils préconisent. Ayant saisi l'initiative, les Russes n'avaient plus qu'à attendre que les puissances occidentales s'accordent entre elles, processus qui consistait généralement à transformer les propositions occidentales en un ensemble plus acceptable aux Russes. En outre, l'attitude soviétique à l'endroit des MBFR se liait au sommet de Moscou de 1974 et aux négociations de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), lesquels l'emportaient au début de 1974 sur les pourparlers MBFR comme moyens d'atteindre les objectifs politiques de l'URSS. Toutefois, les résultats plutôt décevants du sommet et de la CSCE étaient de nature à porter les Russes à s'intéresser davantage aux MBFR et à susciter quelque effort pour réduire l'écart entre le point de vue soviétique et celui des États-Unis.

Propositions de l'OTAN

Les premières propositions de l'OTAN au sujet des MBFR ont été présentées par les États-Unis en novembre 1973. L'éternel débat entre analystes à propos des effectifs de l'OTAN par rapport à ceux du Pacte de Varsovie a finalement été résolu, au sein de l'OTAN, par une décision politique selon laquelle les négociations porteraient sur les données suivantes: 925,000 forces terrestres pour le Pacte de Varsovie contre 770,000 pour l'OTAN; 15,500 chars d'assaut du côté du Pacte par rapport à 6,000 pour l'OTAN. Des 310,000 soldats américains affectés à l'OTAN en Europe, y compris les unités aériennes et navales, 199,000 faisaient partie d'unités terrestres alors que les forces terrestres soviétiques comptaient 470,000 hommes au front central. Les États-Unis avaient proposé une réduction en deux étapes. Dans un premier temps, ils retireraient 20,000 hommes d'unités non spécifiées tandis que les Soviétiques retrancheraient 68,000 hommes d'unités de chars désignées. Cette première étape ne toucherait pas les alliés d'un côté ou de l'autre. Pendant la deuxième phase, à être négociée après accord sur la première, les deux côtés réduiraient leurs forces terrestres à un seuil commun de 700,000 hommes, y compris les forces des Alliés et des superpuissances. Ces derniers niveaux soulignaient la différence entre les MFR d'envergure relativement limitée que proposaient les Russes pour assurer le contrôle politique des armements, et les MBFR de plus grande ampleur que désiraient les États-Unis pour en assurer le contrôle technique, à savoir, 820,000 hommes pour l'OTAN et 1.15 million pour le Pacte selon les propositions MFR soviétiques, contre 700,000 hommes